

✉ ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)

🌐 <https://perspectivesplurielles.net/>



# Perspectives PLURIELLES

— Revue scientifique —

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



— N°2 - Avril 2026 —

**TOME II**

*Sciences Humaines et Sociales*

Éditeur :

UFR Communication et Société  
Université Alassane Ouattara  
(Côte d'Ivoire)

# PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II  
(Sciences Humaines et Sociales)

---

N°2 — Avril 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01

Contact : +225 0757504341

<https://perspectivesplurielles.net/>  
[revueperspectivesplurielles@gmail.com](mailto:revueperspectivesplurielles@gmail.com)

# RÉFÉRENCIEMENT ET INDEXATION



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=24999>



Scientific Journal Impact Factor

## CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

**Perspectives Plurielles**  
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process  
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)



SJIFactor Project



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485>

# ÉDITORIAL

Ce deuxième numéro de Perspectives Plurielles consacre la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et témoigne de la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire en pleine expansion. Riche d'un large ensemble de contributions originales, ce numéro réunit des travaux relevant aussi bien du champ des Arts, Lettres et Langues que de celui des Sciences Humaines et Sociales. L'ampleur du volume reçu, la diversité des laboratoires et institutions représentés, ainsi que la qualité soutenue des manuscrits retenus à l'issue d'une évaluation rigoureuse par les pairs, ont conduit le comité de rédaction à structurer la livraison en deux tomes — un choix qui reflète l'identité propre à chaque grand champ tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble études littéraires et travaux en sciences du langage, mobilisant aussi bien des œuvres canoniques que les langues africaines dans une perspective comparative. Le Tome II déploie un large éventail de problématiques en géographie et aménagement du territoire, sociologie, anthropologie et criminologie, sciences de l'éducation, psychologie et communication, sciences politiques, droit, philosophie, histoire et fait religieux. La diversité des terrains étudiés — Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Gabon, Togo, République démocratique du Congo et République du Congo — illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'y dégagent : résilience environnementale et sociale, inscription du numérique dans les pratiques quotidiennes, transformations urbaines, gouvernance des ressources naturelles, mémoire historique et recompositions identitaires.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

# COMITÉ DE RÉDACTION

## *Directeur de Publication :*

M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

## *Secrétariat de rédaction*

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann  
Michel, Université Alassane Ouattara

Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael,  
Université Alassane Ouattara

Dr KOUAMÉ Koaténin, Université  
Alassane Ouattara

Dr KONAN Aya Suzanne, Université  
Alassane Ouattara

Dr AKABLAH Tchoumou Léopold,  
Université Alassane Ouattara

Dr Kouamé Alain SARAKA, Université  
Alassane Ouattara

Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME,  
Université Alassane Ouattara

Dr Kouakou Camille GOLI, Université  
Alassane Ouattara

## *Comité Scientifique et de Lecture :*

Prof. Lazare Marcelin POAME,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Pierre KAMDEM, Université de  
Poitiers, France ;

Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël  
OURA, Université Alassane Ouattara-  
CRD, Côte d'Ivoire ;

Prof. Atta Jacob BRINDOUMI,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. SOW Ndioro, Université Gaston  
Berger, Sénégal ;

Prof. Fabio VITI, Université Aix-  
Marseille, France ;

Prof. François LAMBOTTE, Université  
Catholique de Louvain, Belgique

Prof. Konan Arsène KANGA, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Kacou GOA, Université Félix  
Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;

Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Prof. Eveno Emmanuel, Université  
Toulouse Jean-Jaurès, France ;

Prof. Kouakou Désiré M'BRAH,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire.

Prof. Göbel Christof, Universidad  
Autónoma Metropolitana de Mexico,  
Mexique ;

Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université  
Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Jean Joël BAH, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Koffi Syntor KONAN,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire.

# Sommaire

## Géographie, environnement et aménagement du territoire

### **AKABLAH Tchoumou Léopold**

1. Extraction du kaolin à Bingerville (Côte d'Ivoire) : entre résilience et enjeux de durabilité .....1-14

### **AHOSSIN Rodrigue, OUSSOU Cossi Brice, WOKOU Guy et YABI Ibouaïma**

2. Contraintes du développement de l'agrumiculture (orange) : alternatives de résilience du système agricole dans la commune de Za-Kpota au Sud-Bénin .....15-34

### **Yao Dieudonné KOUASSI, Saï Pou SOUMAHORO et Soungari FOFANA**

3. Influence du redressement pluviométrique récent sur le rendement de l'igname (*Dioscorea* spp.) dans la sous-préfecture de Dabakala (Nord de la Côte d'Ivoire).....35-50

### **KOUAMÉ Kouassi Christophe et BAZOUMANA Diarrassouba**

4. Gestion des déchets dans le paysage urbain de Vavoua (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) : défis actuels et perspectives d'avenir .....51-65

### **TUO Yessonguigna Léa épse KONAN et SILUÉ Pébanagnan David**

5. Rôle du barrage hydro-agricole de Nouplé dans la durabilité des ressources aquatiques : cas du département de Korhogo .....66-79

### **Mory SIBY, Hamadoun TRAORE et Charles SAMAKE**

6. Les taxis-tricycles : un nouveau mode de transport aux effets mitigés dans la commune urbaine de Kati (Mali) .....80-97

### **Ibra FAYE, El Hadji Balla DIEYE, Henri Marcel SECK, François Ngor SENE, Djiby YADE et Insa DIATTA**

7. Influence des fluctuations climatiques et hydrologiques sur les transformations environnementales dans les Niayes (Sénégal).....98-116

### **Boni Romulus BIAOU et Hervé A. KOMBIENI**

8. Déterminants démographiques de l'accessibilité physique des établissements scolaires aux élèves handicapés à Parakou (Bénin) .....117-133

### **Alla Kouadio Jean Parfait, Bassa Koffi Jean-Claude et Alla Della André**

9. Production de bois-énergie à Dimbokro (Côte d'Ivoire) : vulnérabilités écologiques, impacts sanitaires et perspectives de durabilité.....134-148

### **Insa DIATTA, Tidiane SANÉ, Ibra FAYE et François Ngor SÈNE**

10. Dynamique de l'occupation des sols en pays balant (Moyenne-Casamance, Sénégal) dans un contexte de variabilité pluviométrique.....149-168

### **Achille Roger TAPÉ, N'zué Pauline YAO épse SOMA et Marc Koffi KOFFI**

11. Disponibilité foncière et viabilité du maraîchage dans l'espace périurbain à Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire).....169-178

### **Konan Norbert KOFFI, Anicet Renaud GNANKOUEN, Affoué Sonya ALLA et Couado Amanda GOH**

12. Les déterminants de l'étalement de la ville de Boundiali dans un contexte de planification urbaine .....179-194

**Fatogoma YÉO**

13. Dynamique démographique et accès aux établissements primaires publics à Abobo (Nord d'Abidjan).....195-210

**Kafilatou T. SOUBEROU, Irène S. Samson KOSSOU, Dodzi ADAHA, Tranquillin YADOLETON, E. Orens HOUDEGBE, A. Quinette TCHINTCHIN, B. Baudelaire DASSOU, Isabelle DAGA et Euloge OGOUWALÉ**

14. Analyse de la résilience sociale des communautés aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville au Bénin .....211-228

**Marina Lyonel MALOUONO-LIVANGOU et Joseph Edmé SOUAMY-LEGRAND**

15. Urbanisation et îlot de chaleur urbain à Djambala (République du Congo) : analyse de l'occupation du sol par télédétection sur la période 2000-2024 .....229-243

**Charles Aimé KOUASSI et Bébé KAMBIRÉ**

16. Analyse physico-chimique et biologique de la pollution des eaux de la lagune Ébrié à Abobo-Doumé (Abidjan, Côte d'Ivoire) .....244-259

**Irène Sèmédéton Samson KOSSOU, Kafilatou T. SOUBEROU, Adéréwa Aronian Maximenne AMONTCHA, Pocoun Damè KOMBIENOU et Euloge OGOUWALE**

17. Typologie des espaces verts et perceptions sur leur contribution dans l'atténuation des inondations à Cotonou (Bénin, Afrique de l'Ouest).....260-278

**Théophile 2e Jumeau KABRÉ, Songanaba ROUAMBA et Amadou OUEDRAOGO**

18. Disparités spatiales des conséquences sanitaires de la consommation alimentaire des ménages à Ouagadougou .....279-297

**Agnès VISSOH et Akibou AKINDELE**

19. Relation entre les paramètres climatiques (température, humidité et pluviométrie) et l'incidence de la méningite dans la zone sanitaire Tanguiéta-Matéri-Cobly (Bénin, Afrique de l'Ouest) .....298-319

**Sylvain Roger BONKOUNGOU**

20. Approvisionnement en eau potable à Koudougou (Région de Nando – Burkina Faso) : état des lieux et stratégies pour une gestion efficiente.....320-337

**Enoch Attougré KOFFI et André Della ALLA**

21. Analyse et cartographie du risque paludisme en milieu urbain : cas d'Abobo (Abidjan).....338-356

**Kouamé Frédéric N'DRI**

22. Fiscalité sur les intrants zootecniques et insertion socio-économique des jeunes ruraux : analyse de l'impact de la TVA dans la sous-préfecture de Bouaké (Côte d'Ivoire) .....357-374

**SORO Souleymane, ZOGBO Zady Edouard et KONE Basoma**

23. Analyse de l'implication des femmes dans la production et transformation du manioc dans les sous-préfectures de Yamoussoukro et Lolobo (Côte d'Ivoire).....375-391

**Fasséry KONATÉ et Kouadio Joseph KRA**

24. Analyse de la répartition spatiale des structures de police publique dans la lutte contre l'insécurité urbaine à Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire.....392-406

## Sociologie, agro-sociologie, anthropologie, criminologie et ethnologie

- TAGRO Marcelle-Josée épouse NASSA, N'GUESSAN N'Dah Konan Prince Romaric et DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot**  
25. L'inclusion sociale à l'épreuve du renouvellement urbain : production de l'espace et justice spatiale à Abidjan.....407-424
- Kouassi Angenor YAO et Kouamé Franck YAO**  
26. Impact culturel et perceptions des populations d'Attinguié au programme « PEJEDEC 3 » : cas du sous-projet « THIMO » dans la sous-préfecture d'Anyama .....425-435
- KOUAKOU Bah Jean-Pierre, FANNY Navouon, ASSI Aka Bah Laurice et OLATAYO Olatundé Ludovic**  
27. Perceptions populaires liées aux méthodes contraceptives chez les communautés baoulé et malinké dans la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire) .....436-451
- Mandjin Adama SOULAMA et Félicité BIHOUN**  
28. Le baptême chez les Ciranba : rituel de nomination, identité et inscription sociale .....452-472
- Ibrahim HAROUNA OUSMANE et Amadou OUMAROU**  
29. Du terrorisme à la géocriminalité : stratégie du groupe « Lakurawa » dans la région de Dosso (Niger) .....473-483
- M'Bra N'Goran Marie-Joseph YAO, Dimi Théodore DOUDOU et Brou Ghislain KOUADIO**  
30. Analyse des déterminants du refus de l'installation du centre de prélèvement de la COVID-19 à Yopougon-Toits-Rouges (Abidjan, Côte d'Ivoire).....484-500
- Assamoi Omer YAPI**  
31. Insertion socio-économique des jeunes citadins gwa ruralisés et conflits fonciers à Alépé.....501-521
- Robert Lorimer ZOUKPÉ**  
32. Facteurs sociaux de la fragilisation des règles de succession à l'autorité royale : le cas du royaume de Sakassou (Côte d'Ivoire).....522-537
- Brou Gbalou David KOUASSI**  
33. Intégration interrelationnelle et configurations urbaines de l'expérience migratoire au Canada : comparaison Montréal–Sudbury.....538-550
- Aristophane A. SOUKOSSI, Ingrid Sonya ADJOVI et Guy Sourou NOUATIN**  
34. Caractérisation des acteurs de la chaîne de la mobilisation des ressources financières pour le développement rural au Nord Bénin.....551-569
- ## Sciences de l'éducation et psychologie / Communication
- Moulin Aymar MBINA YEMBI**  
35. Rôle de la sécurité psychologique dans la relation entre inclusion organisationnelle et bien-être lié à la déconnexion psychologique des salariés.....571-583
- Abakar Mahamat HASSABALLAH et Saibou Christine VALDA**  
36. Éducation environnementale et comportements écologiques des élèves à N'Djamena.....584-597

<b>Mamadou SALL, Mame Diarra CAMARA, Mamadou DIENG et Séga GUEYE</b>	
37. Les technologies de l'information et de la communication comme alternative au déficit expérimental dans l'enseignement des sciences physiques au Sénégal .....	598-611
<b>Aboubekr THIAM, Alhoudourou A. MAIGA, Abibou DIOP, Alassane DIOP et Richard HOTTE</b>	
38. Jeux sérieux éducatifs et ancrage socioculturel africain : le projet AMI à Kalani au Nord du Mali.....	612-627
<b>Placide MENGOUA</b>	
39. Work centrality, self-efficacy and social loafing among university support staff in Cameroon: a mediation analysis .....	628-641
<b>Djirekar Thierry MEDA</b>	
40. Épreuves psychologiques dans le processus de gestion du changement organisationnel chez le personnel d'une société d'État : cas de la Société des Aéroports du Faso (SAF) .....	642-658
<b>Ulrich Ariel YEKE PENDI</b>	
41. L'influence de la drépanocytose sur les capacités de mémorisation chez l'enfant âgé de 4 à 5 ans.....	659-677
<b>AHMAT Abdoulaye Bichara</b>	
42. Gestion de la discipline et lutte contre la violence estudiantine au campus universitaire d'Ardep Djournal de N'Djamena .....	678-700
<b>Sékou SAVADOGO, Léonce RAMDE, Harouna DERRA et François SAWADO</b>	
43. Évaluation du niveau d'entretien des manuels scolaires du cycle primaire au Burkina Faso.....	701-716
<b>Roger KABATA MULUNDU</b>	
44. Éducation environnementale dans les médias audiovisuels de Kinshasa .....	717-732
<b>Assagaye AGAISSA et Fassouma YAHOUSA AMADOU</b>	
45. L'utilité de la carte dans l'enseignement-apprentissage de la géographie au Niger : cas du lycée Amadou Kouran Daga de Zinder.....	733-750
<b>Inagnibomoua Kader KANE et Rosamour Gassien Aymar TSAMBA-NDZEDY-MOUGHOUA</b>	
46. La vie du couple à l'ère du numérique au Gabon : qu'en est-il du lien conjugal ? .....	751-765
<b>Sciences politiques, droit et philosophie / Histoire et religion</b>	
<b>BOTTY Bi Naga Landry</b>	
47. Les démocraties contemporaines à l'épreuve des réseaux sociaux.....	766-779
<b>Cédric Gouama Sidbeniwend COMPAORÉ</b>	
48. La société contre la peur : relecture rousseauiste de la résilience politique en contexte de crise sociale .....	780-793
<b>Pauline Vanessa NTSAME MINTSA ép. ZUE ESSANGUI</b>	
49. Transformations numériques en Afrique : réflexion juridique sur les mutations contemporaines du droit pénal à partir du cas gabonais .....	794-810
<b>Amani Stéphane N'GUESSAN</b>	
50. Droits civils et politiques en période électorale : enjeux et défis pour l'Afrique .....	811-829

<b>Cyrille Aymard BEKONO</b>	
51. L'Afrique subsaharienne et la Chine : des trajectoires de développement différenciées vers une relation idyllique .....	830-848
<b>ANZIAN Mlan Kouakou Pierre</b>	
52. La médiation numérique de la foi chrétienne : entre opportunités d'évangélisation et défis éthiques .....	849-864
<b>Seybou DJIBO</b>	
53. La guerre des courants islamiques au Niger .....	865-887
<b>Kouadio Jean DIBY et Zroh Grâce Fetana DEMAIN</b>	
54. De la résistance à l'administration de Biankouma de 1895 à 1920 .....	888-903
<b>Sié François KOUAKAN</b>	
55. Transformation socio-culturelle au Sudan à l'épreuve des migrations (XIe-XVIe siècle).....	904-914
<b>Mathieu SITIONON</b>	
56. L'Institut biblique de Yamoussoukro, matrice du leadership évangélique (1965-1995) : analyse des parcours pastoraux et de la pluralité des formes de ministère en Côte d'Ivoire .....	915-931
<b>Mamadou Mariame DIALLO</b>	
57. Difficultés d'abolition et conséquences socioculturelles de l'esclavage et de la traite négrière en Ségambie (1905-2025) .....	932-946
<b>BAKAYOKO Djakaridja</b>	
58. La bataille politique en Côte d'Ivoire après la mort de Félix Houphouët-Boigny : 1993-1995.....	947-962
<b>KOUADIO Yao Clément et ANGU Bléou Sylvain</b>	
59. Querelles entre le PDCI-RDA et les forces para politiques en Côte d'Ivoire (1958-1970) : une analyse historique .....	963-978

---

## CARACTÉRISATION DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU NORD BÉNIN

CHARACTERIZATION OF ACTORS IN THE FINANCIAL RESOURCE MOBILIZATION CHAIN FOR RURAL DEVELOPMENT IN NORTHERN BENIN

Aristophane A. SOUKOSSI<sup>1</sup>, Ingrid Sonya ADJOVI<sup>2</sup> et Guy Sourou NOUATIN<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Doctorant à l'École Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau, Université de Parakou, Bénin ; <sup>2</sup> Enseignants-chercheurs à la Faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou, Bénin

E-mail : [avoaristophane@gmail.com](mailto:avoaristophane@gmail.com) ; [samysonya@gmail.com](mailto:samysonya@gmail.com) ; [quy.nouatin@fa-up.bj](mailto:quy.nouatin@fa-up.bj)

---

**Résumé :** Cette recherche vise à analyser la dynamique des acteurs impliqués dans l'intermédiation de développement rural au Nord Bénin. Elle a été conduite à l'aide d'une démarche méthodologique essentiellement qualitative qui mobilise la revue documentaire, l'entretien semi-directif et l'observation directe. Les acteurs issus des institutions parcourues ont été sélectionnés par échantillonnage raisonné et également par boule de neige. Au total, les personnes interrogées sont retenues à 153 par effet de saturation des informations. Les résultats montrent que les ONG locales (100 %), les groupements agricoles (97,34 %) et les associations villageoises (93,66 %) apparaissent comme les acteurs les plus engagés et reconnus par les communautés, grâce à leur ancrage territorial, leur proximité socioculturelle et leur capacité à mobiliser la participation communautaire. Les stratégies de financement varient selon les acteurs : dépendance aux appels à projets pour les ONG locales, finance solidaire pour les associations villageoises et mobilisation structurée pour les ONG internationales, révélant à la fois de la résilience locale et des asymétries de capacités financières. La discussion des résultats met en évidence une gouvernance multi-acteurs dans laquelle les stratégies de mobilisation communautaire fondées sur des approches solidaires innovantes demeurent trop limitées pour financer des interventions de grande portée. Celles des ONG locales puis internationales révèlent une forte dépendance vis-à-vis des financements externes.

**Mots-clés :** Développement rural ; intermédiation du développement ; gouvernance multi-acteurs ; mobilisation des ressources financières ; Nord Bénin.

**Abstract:** This research aims to analyze the dynamics of the actors involved in rural development intermediation in northern Benin. It was conducted using a primarily qualitative methodological approach that draws on documentary review, semi-structured interviews, and direct observation. The actors from the institutions surveyed were selected by reasoned sampling and also by snowball sampling. In total, the respondents were selected at 153 due to information saturation. The results show that local NGOs (100%), agricultural groups (97.34%), and village associations (93.66%) appear to be the most committed and recognized actors by communities, thanks to their territorial roots, their sociocultural proximity, and their ability to mobilize community participation. Funding strategies vary depending on the actors: dependence on calls for projects for local NGOs, solidarity-based financing for village associations, and structured mobilization for international NGOs, revealing both local resilience and asymmetries in financial capacities. The discussion of the results suggests multi-stakeholder governance in which grassroots community mobilization strategies with innovative solidarity-based approaches are very limited in their ability to engage in large-scale interventions. Those of local and then international NGOs reveal a strong dependence on external funding.

**Keywords:** Rural development; development intermediation; multi-actor governance; financial resource mobilization; Northern Benin.

---

## Introduction

Dans la plupart des pays en développement comme ceux de la sous-région ouest-africaine, les projets de développement rural ont constitué une alternative émergente des Organisations de la Société Civile (OSC). Ces dernières sont composées entre autres, des Organisations Non-Gouvernementales (ONG), des associations de développement, des coopératives de producteurs, des organisations confessionnelles et des organisations de développement à la base. Les travaux de O. Koné (2021) ont retracé l'historique du concept de « société civile », considéré comme sociologique, dont l'apparition remonte aux années 1970 et dont l'émergence a été observée dans les années 1980 par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Selon le même auteur, c'est surtout après l'échec de l'État développeur que les PTF vont transiter de l'Aide Publique au Développement (APD) « directement » aux populations par le biais des ONG, des associations, des coopératives, ou d'autres organisations à la base, considérées comme « plus proches » des populations (O. Koné, 2021, p. 197-198).

C. Cazabat (2016) a montré dans sa recherche que c'est au début des années 2000 que ces organisations ont pris une posture centrale dans les projets et programmes d'aide internationale. Ce qui a introduit le concept de l'intermédiation de développement qui peut être comprise comme une fonction clé assurée par des acteurs qui facilitent les relations, la circulation des ressources et la coordination entre les différentes parties prenantes. Elle renvoie notamment au rôle des ONG comme de véritables « courtiers » reliant les communautés locales aux institutions extérieures (D. Lewis, 2008, p. 559-578). Elle s'inscrit également dans un espace d'interaction où se rencontrent des systèmes sociaux différents, nécessitant des ajustements et des négociations autour du sens et de la mise en œuvre du développement (N. Long, 2001, p. 69-108). Dans cette dynamique, ces acteurs jouent un rôle d'intermédiaires en traduisant, adaptant et négociant les interventions entre les niveaux local et global (T. Bierschenk et J.-P. Olivier de Sardan, 1993, p. 71-99).

Ainsi, les projets et programmes ont été initiés et réalisés pendant plusieurs décennies, pour contribuer à la lutte contre la pauvreté, définissant l'aide au développement comme l'une des innovations politiques les plus originales (J.-P. Thérien, 2001). En Afrique, ces investissements se sont concentrés majoritairement sur le secteur primaire touchant ainsi les milieux ruraux avec une forte dominance dans plusieurs secteurs dont l'agriculture, l'accès à l'eau et à la santé.

Au Bénin, les milieux ruraux constituent les zones les plus affectées par la pauvreté en raison de la précarité de vie des populations rurales et de leurs conditions archaïques du travail agricole. L'incidence de pauvreté monétaire semble encore élevée, malgré une baisse de tendance observée, soit de 46,6 % en 2013 à 43,6 % en 2015, puis de 44,2 % en 2019 à 40,6 % en 2022 dans les zones rurales (EMICoV,

2015 ; INSAE, 2016, p. 17 ; MAEP, 2017, p. 1 ; INStAD, 2023, p. 3). Ces chiffres montrent que la situation de la pauvreté rurale demeure très préoccupante au Bénin. Selon INStAD (2023, p. 4), les départements où ce taux reste élevé sont l'Atacora avec 60,5 % en 2019 et 53,1 % en 2022 ; le Borgou avec 53,3 % en 2019 et 47,7 % en 2022 ; le Couffo avec 52,3 % en 2019 et 54,1 % en 2022 ; la Donga avec 43,3 % en 2019 et 48,4 % en 2022 ; le Mono avec 43 % en 2019 et 45,1 % en 2022 ; l'Alibori avec 42,1 % en 2019 et 44,7 % en 2022. Et pourtant, ce sont des régions du pays à fortes potentialités agroécologiques de production des céréales et des noix dont le riz, le maïs, le soja, l'anacarde et le karité (MAEP, 2017).

Cette situation de pauvreté n'est pas sans conséquence sur la vie sociale, notamment sur l'éducation des enfants issus des milieux ruraux. En effet, l'indice de l'éducation au Bénin est estimé à 32 % en 2019 (INStAD et CREG, 2023, p. 5). Ce taux est faible et se trouve largement en deçà du niveau moyen selon la grille d'interprétation (INStAD et CREG, 2023, p. 5). Bien que ce taux soit faible au niveau national, les cas des départements de l'Alibori (12,8 %) et de l'Atacora (18,2 %) au Nord Bénin sont plus inquiétants.

En réponse à ce tableau sombre des conditions de vie des populations rurales au Bénin, les agences de coopération et de développement apportent leur appui aux milieux ruraux afin de contribuer à l'amélioration de leur niveau de vie. À cet effet, plusieurs projets et programmes sont initiés et financés par des organisations nationales ainsi que par des institutions internationales, qu'elles soient multilatérales ou bilatérales, dont la mise en œuvre est confiée aux ONG et à d'autres acteurs de la société civile. Dans certains cas, le volume de ces initiatives se chiffre à plusieurs dizaines de milliards de francs CFA.

La littérature sur l'implication des OSC dans les projets et programmes de développement rural en Afrique subsaharienne est assez diversifiée. A. Lawani (2015) évoque une reconversion des acteurs présents dans l'intermédiation de développement. D. Sibony (2016, p. 1-18) a trouvé que le domaine des OSC se fonde sur le volontariat, la spontanéité, l'autonomie vis-à-vis de l'État. O. Koné (2021) voit dans les OSC des organisations de « contrepoids » pouvant influencer les actions gouvernementales à travers des plaidoyers et des actions de sensibilisation. Dans un ouvrage publié par P. Susannah (2023), chercheurs et professionnels de développement se sont interrogés sur le rôle des ONG et des acteurs de développement à la base en mettant en relief l'ancrage entre ambitions locales et celles globales. Les travaux de C. Rozenfeld et R. Scapens (2021, p. 102232-102258) ont montré que l'environnement institutionnel de l'intermédiation des OSC est complexe. Leurs actions s'inscrivent souvent dans des contextes locaux articulant la sphère publique et celle privée. De plus, les auteurs évoquent une forte dépendance aux agendas des bailleurs au niveau international. Bien que les OSC soient dans une interaction participative avec les communautés à la base, C. Rozenfeld et R. Scapens (2021, p. 102232-102258) voient une certaine

instrumentalisation de ces organisations pour les partenariats multi-acteurs dans lesquels elles se retrouvent. B. Vallejo et al. (2019) recommandent qu'il faille opérer des changements institutionnels et systémiques de leur cadre d'intervention en raison de la présence d'une diversité d'acteurs. Ces auteurs évoquent une nécessité de la politique d'innovation transformative comme clé de réussite d'une redynamisation des OSC en Afrique subsaharienne.

Les projets et programmes de développement révèlent une diversité de catégories d'acteurs impliqués dans la mobilisation des ressources financières au profit des populations rurales. Les organisations multilatérales de développement, les organisations non gouvernementales, les associations caritatives, les chercheurs, entre autres, occupent désormais une place de premier plan dans cette mobilisation des ressources nécessaires à la conduite des projets de développement.

Il en résulte une forte présence d'acteurs de la coopération internationale et des organisations de la société civile dans les processus de mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des projets et programmes de développement. Dès lors, une question centrale se pose : comment s'organisent concrètement les acteurs impliqués dans la mobilisation des ressources financières pour les projets et programmes de développement au Nord Bénin ? Le présent article s'articule autour de deux objectifs principaux : (i) identifier les différentes catégories d'acteurs impliqués dans la mobilisation des ressources financières pour les projets de développement au Nord Bénin, et (ii) caractériser les rapports qu'ils entretiennent entre eux.

## **1. Méthodes**

### ***1.1. Délimitation de la zone de recherche***

Cette recherche a été conduite au Bénin, notamment à Cotonou et Abomey-Calavi au Sud du pays et à Parakou, Kandi et Banikoara au Nord du pays. Le choix porté sur les localités du Sud s'explique par la forte présence des institutions publiques et des sièges des agences de coopération et de développement qui soutiennent les projets de développement rural au Bénin. Les autres localités du Nord ont été choisies pour raison de la présence des ONG ainsi que des bureaux et antennes départementaux des agences de coopération et de développement.

Au Sud, les institutions parcourues sont le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), la Coopération Allemande (GIZ), la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (LuxDev), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), CARE Bénin-Togo, la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Ambassade des Pays-Bas au Bénin.

À Parakou, au Nord du pays, quelques antennes et bureaux des institutions citées précédemment ont été visités. Il s'agit de la Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA), la FAO et le bureau régional de la GIZ. Aussi, les ONG telles que DEDRAS et SIAN' SON y disposent de leurs sièges sociaux.

Dans les autres localités comme Kandi et Banikoara, la recherche a permis de rencontrer le personnel directement impliqué dans la mise en œuvre des projets et programmes au profit des communautés locales.

### **1.2. Groupes cibles et échantillonnage**

Trois catégories cibles ont été retenues pour la conduite de cette recherche. Tout d'abord, la collecte des données a concerné des acteurs institutionnels, notamment issus des institutions publiques et des organismes nationaux et internationaux d'appui au développement précédemment cités. Ensuite, l'étude a pris en compte l'ensemble des structures et acteurs intervenant dans la chaîne d'intermédiation des actions de développement, tels que les ONG locales, les coopératives de producteurs et les agents d'appui au développement. Enfin, la troisième catégorie cible regroupe des représentants des bénéficiaires des projets dans les communes de Banikoara et de Kandi, dans le département de l'Alibori.

La constitution de l'échantillon a reposé sur deux modes d'échantillonnage non probabiliste. Il s'agit, d'une part, de l'échantillonnage par choix raisonné pour les institutions sélectionnées en fonction de leur rôle dans les initiatives de développement en milieu rural, et, d'autre part, de la technique de la boule de neige, qui a permis d'intégrer d'autres acteurs par effet de bouche à oreille. Au total, l'échantillon se compose de 153 personnes enquêtées (cf. tableau 1).

**Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon les catégories et les sites parcourus**

<b>Catégories cibles</b>	<b>Cotonou</b>	<b>Parakou</b>	<b>Kandi</b>	<b>Banikoara</b>	<b>Ab.-Calavi</b>
<b>Chefs de projet</b>	15	11	02	05	03
<b>Agents de terrain</b>	00	43	17	13	00
<b>Autres cadres</b>	08	09	08	08	11
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>63</b>	<b>17</b>	<b>26</b>	<b>14</b>

*Source : données de terrain, 2025.*

Pour la sélection des acteurs interrogés, cette recherche s'est appuyée sur les différentes catégories d'acteurs impliqués dans l'intermédiation du développement dans les départements de l'Alibori et du Borgou. En tenant compte de la localisation géographique des sièges sociaux des organisations concernées, les diverses localités mentionnées dans le tableau 1 ont été parcourues.

### **1.3. Méthodes de recherche**

Pour réaliser ce travail, une démarche essentiellement qualitative a été adoptée, mobilisant trois techniques de collecte de données : la revue documentaire, l'entretien semi-directif et l'observation directe.

#### **1.3.1. Revue documentaire**

Cette technique de collecte a permis de rassembler des informations à partir de la littérature disponible sur la problématique de recherche. Il convient de souligner qu'il existe une littérature très abondante sur ce thème, incluant les premiers travaux sur l'aide au développement, ce qui justifie le recours à des publications aussi bien anciennes que récentes. Les bases de données bibliographiques d'AGORA, ainsi que des plateformes de recherche documentaire telles qu'Archives en ligne, Persée, CAIRN et Google Scholar, ont été exploitées, de même que certaines revues en ligne. Afin de réaliser une revue rigoureuse des travaux consultés, l'outil fiche de lecture a été utilisé.

#### **1.3.2. Entretien semi-directif**

Très utilisée en recherche qualitative, cette technique a été retenue pour sa fiabilité dans la collecte de données approfondies. Un guide d'entretien a ainsi été élaboré en amont, portant sur les acteurs impliqués dans les dynamiques de développement local, leurs rôles, leurs domaines d'intervention et les différentes stratégies de mobilisation des ressources selon les catégories d'institutions engagées dans l'intermédiation du développement rural au Bénin. Dans un premier temps, les entretiens ont été menés en face à face avec les acteurs, puis, dans un second temps, un formulaire Google Forms a été élaboré et diffusé afin de recueillir des informations complémentaires.

#### **1.3.3. Observation directe**

L'observation directe a été mobilisée lors des visites de terrain à Banikoara et à Kandi. Elle a permis d'observer *in situ* les modes de fonctionnement des acteurs locaux dans la mise en œuvre du programme de cantines scolaires, destiné à accroître la rétention des apprenants à l'école dans le département de l'Alibori. Cette approche a notamment facilité la compréhension de la structure du programme, de la répartition des rôles, ainsi que des contributions des acteurs, qu'elles soient financières, matérielles ou en savoir-faire.

#### **1.3.4. Traitement et analyse des données**

Pour traiter les données, deux techniques ont été mobilisées. La première relève de l'analyse de contenu des discours recueillis auprès des interlocuteurs, consistant à (i) organiser le dépouillement par centres d'intérêt de la recherche, puis (ii) faire ressortir les grandes tendances des résultats.

Par ailleurs, un traitement statistique des données a été réalisé à l'aide du logiciel MS Excel, principalement afin de générer des tableaux et des figures permettant de présenter les résultats de la recherche de manière synthétique et lisible.

#### **1.4. Cadre d'analyse**

Dans le cadre de cette étude, l'analyse stratégique développée par M. Crozier et E. Friedberg (1977) constitue le socle théorique de référence. Cette approche a beaucoup contribué au développement de la sociologie des organisations et notamment, dans le champ de la sociologie du développement. Selon ces auteurs, l'acteur ne peut être appréhendé indépendamment du système d'action dans lequel il évolue, ni de la rationalité qui guide ses comportements.

Dans le cadre de ce travail, la notion d'acteur renvoie à l'ensemble des individus et des organisations, personnes physiques et morales, impliqués dans les projets et programmes de développement rural au Nord Bénin. Ces acteurs relèvent aussi bien du secteur public, du secteur privé que des communautés locales.

Le système, quant à lui, désigne l'ensemble des espaces d'action et d'interaction structurés entre ces différents acteurs. Il englobe notamment les espaces de négociation, de coordination et de mobilisation des ressources financières destinées à la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires, ainsi que les dispositifs d'appui et d'accompagnement des populations rurales. Ces espaces ne sont pas uniquement matériels ou institutionnalisés. Ils peuvent également être immatériels, symboliques ou informels.

L'analyse stratégique mobilise plusieurs concepts centraux, parmi lesquels le pouvoir, le système d'action concret et les zones d'incertitude. Appliquée à la problématique de cette recherche, elle met en évidence que chaque acteur engagé dans les processus de négociation et de mobilisation des ressources dispose d'une marge de manœuvre, qu'il convient de ne pas sous-estimer. Le système d'action se donne alors à voir à travers les relations, souvent interdépendantes, que les acteurs construisent dans les processus d'intervention.

Par ailleurs, la notion de zone d'incertitude renvoie à la capacité des acteurs à maîtriser certaines ressources ou informations stratégiques, leur permettant d'influencer les interactions et de défendre leurs intérêts. L'identification de ces zones d'incertitude permet ainsi d'analyser les jeux d'acteurs, les rapports de pouvoir et les stratégies déployées dans les processus de mobilisation des ressources financières, en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations rurales.

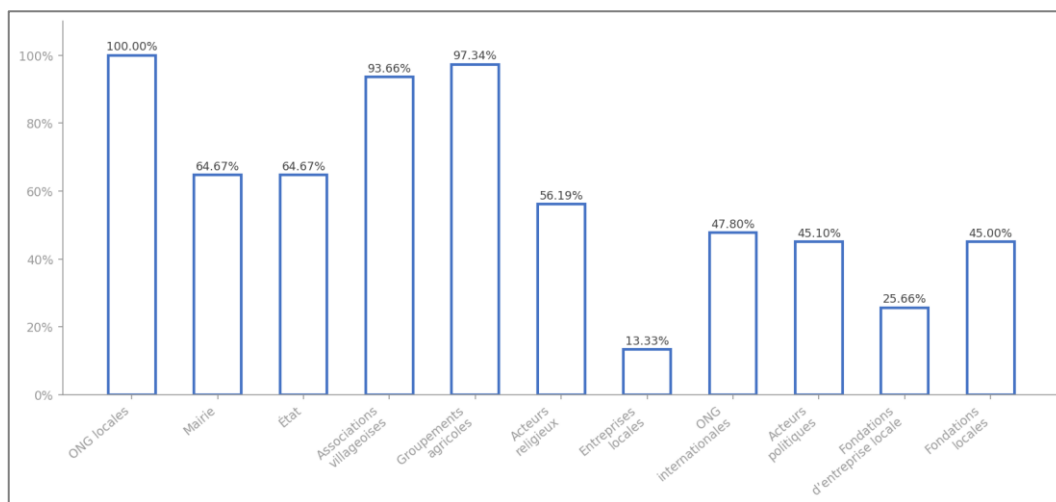
## 2. Résultats

### 2.1. Intermédiation de développement rural au Nord Bénin : acteurs et rôles

Les résultats de la recherche ont révélé qu'il existe plusieurs catégories d'acteurs (figure 1) présents sur les initiatives de développement rural au Nord Bénin. Leur présence est fonction des réalités socio-culturelles des communautés bien que les objectifs de développement soient les mêmes.

Il ressort que parmi les cinq majeures catégories d'acteurs, les ONG locales apparaissent comme les acteurs les plus engagés dans la communauté en matière de développement rural, avec une reconnaissance à 100 % par les communautés locales. Cette forte présence s'explique principalement par leur implantation sur le terrain et leur connaissance approfondie du contexte local. À la suite des ONG locales viennent les groupements agricoles et les associations villageoises, dont les perceptions en termes d'implication sont respectivement estimées à 97,34 % et 93,66 %. Ils constituent de véritables forces motrices du développement local en raison de leur position dominante dans le secteur agricole. Ils représentent les communautés à la base et les coopératives. Ils leur favorisent l'accès au marché, au crédit, aux intrants, à la technologie, le plaidoyer politique. Les résultats soulèvent l'exemple remarquable de l'Union Communale des Producteurs de Coton (UCP-Coton) dans la commune de Banikoara, dont l'initiative du « 1 franc coton » illustre l'engagement des producteurs dans le financement du développement local. Cette approche participative repose sur une contribution symbolique de chaque producteur pour soutenir les projets communautaires dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé et l'accès à l'eau. Ce qui renforce la responsabilité collective des producteurs du coton dans le développement de leur localité.

**Figure 1 : Catégories d'acteurs impliqués dans l'intermédiation de développement rural**



Source : données de terrain, 2025.

En quatrième et cinquième positions se trouvent la mairie (64,7 %) et l'État central (64,7 %). Cette perception s'explique par le fait que, pour de nombreuses

communautés, les rôles de la mairie et de l'État sont difficilement différenciables. Cependant, il convient de souligner que, malgré une implication jugée moins visible, l'État et les collectivités locales demeurent des acteurs stratégiques dans la création d'un cadre favorable au développement rural et plus particulièrement au développement du secteur primaire fortement représenté par l'agriculture.

Les autres catégories d'acteurs présents dans l'intermédiation sont : les acteurs religieux (59,2 %), les ONG internationales (47,8 %), les acteurs politiques (45,1 %), les fondations locales (45 %) et enfin les entreprises locales (39 %). Chaque groupe d'acteurs contribue à sa manière au développement. Les religieux sont engagés dans les sensibilisations et dans les actions humanitaires ou caritatives. Les ONG internationales se retrouvent dans divers domaines comme l'éducation, la santé ou l'environnement. Les acteurs politiques apportent des soutiens à travers la délivrance d'actes administratifs. Enfin, les entreprises locales, dont la priorité est donnée à la rentabilité, offrent néanmoins des actions de responsabilité sociale ou des financements ponctuels.

## ***2.2. Rôles des acteurs dans l'intermédiation de développement rural au Nord Bénin***

Les résultats montrent que les différents groupes d'acteurs impliqués dans l'intermédiation dans le développement rural au Nord Bénin exercent plutôt des rôles complémentaires. Les ONG locales occupent une place centrale. Elles facilitent la participation communautaire, en identifiant les besoins réels des populations et en co-construisant des solutions adaptées. Elles assurent également la structuration des projets pour la recherche de financements, la gestion des subventions et la redevabilité vis-à-vis des bailleurs et des communautés. Les ONG internationales, quant à elles, apportent des ressources financières, techniques et méthodologiques, tout en introduisant des innovations et en renforçant les capacités des acteurs locaux.

En ce qui concerne les groupements agricoles et les coopératives, ils jouent un rôle clé dans le développement économique local en analysant les défis et opportunités des chaînes de valeur, en facilitant l'accès aux intrants, aux marchés, au crédit et à l'information, tout en contribuant à la mobilisation des ressources locales et au plaidoyer. De leur côté, les associations villageoises, notamment les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et d'Épargne pour un Changement (EPC), participent à l'inclusion financière. À travers des mécanismes d'épargne et de microcrédit adaptés, elles favorisent l'autonomisation économique des femmes, renforcent la solidarité sociale et mobilisent les communautés autour d'initiatives locales telles que les cantines scolaires ou les activités génératrices de revenus.

Les autorités publiques, à travers les mairies et l'État, interviennent principalement dans la réalisation d'infrastructures communautaires et dans la facilitation des actions des ONG. Les acteurs religieux, en ce qui les concerne, contribuent à la

sensibilisation et à l'éducation des communautés, à la promotion de valeurs de cohésion sociale et, dans certains cas, à la fourniture de services sociaux de base tels que l'eau, la santé et l'éducation. Les acteurs politiques, quant à eux, jouent un rôle dans la facilitation administrative, le développement de partenariats stratégiques, la mobilisation communautaire, ainsi que dans la réalisation d'infrastructures de base et l'organisation d'événements à portée sociale.

Par ailleurs, les fondations locales interviennent dans l'identification des besoins, la structuration et la mobilisation de financements, la mise en œuvre des projets et la redevabilité. Les fondations d'entreprise complètent ce dispositif en finançant des projets sociaux, éducatifs et environnementaux, en fournissant des équipements, notamment dans le domaine de la santé, et en appuyant techniquement et financièrement les entrepreneurs.

Enfin, les entreprises privées contribuent à travers leurs politiques de responsabilité sociétale (RSE), en finançant des initiatives locales, en cofinçant des projets dans le cadre de partenariats public-privé, en préfinçant des chaînes de valeur pour sécuriser leur approvisionnement et, dans certains cas, en octroyant des microcrédits agricoles via des systèmes financiers décentralisés.

### ***2.3. Interactions entre les acteurs impliqués dans l'intermédiation au Nord Bénin***

L'analyse des données révèle que les acteurs du développement rural au Nord Bénin ne sont pas engagés dans une relation d'égalité symétrique. Les interactions qu'ils développent sont structurées par des rapports de pouvoir et des logiques de dépendance.

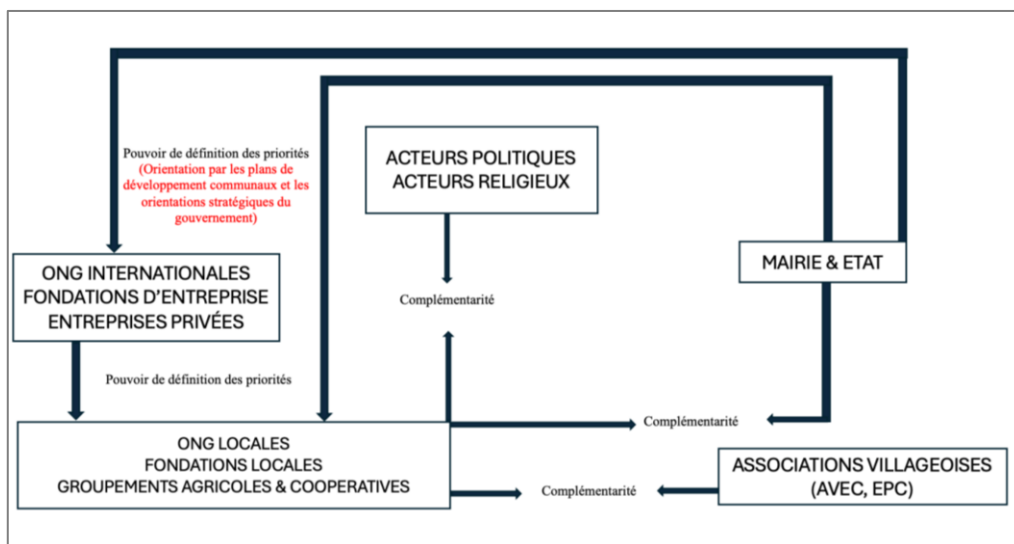
Le premier rapport dominant est celui de la dépendance financière. Les ONG locales, les fondations locales et les groupements agricoles structurés rencontrés dépendent fondamentalement des ressources extérieures provenant des ONG internationales, des fondations d'entreprise ou des entreprises privées via leur dispositif RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises). Cette dépendance crée une relation asymétrique dans laquelle le bailleur détient un pouvoir de définition des priorités, même lorsque les acteurs de terrain disposent d'une meilleure connaissance des besoins réels des communautés. Les ONG locales se retrouvent ainsi dans une position paradoxale. Elles donnent une apparence de s'aligner sur les besoins des communautés, mais au fond, elles sont plutôt ajustées sur les calendriers et les attentes des bailleurs.

L'analyse des données fait également apparaître des formes de complémentarité fonctionnelle entre plusieurs catégories d'acteurs. Les ONG internationales apportent les ressources techniques ainsi que les ressources méthodologiques que les ONG locales ne possèdent pas. Les ONG locales, elles, assurent l'ancrage communautaire indispensable à la légitimité des interventions, ce que les ONG internationales n'ont pas. De même, les associations villageoises de type AVEC ou EPC jouent un rôle d'interface de proximité que ni les ONG ni les institutions

étatiques ne peuvent assumer à la même échelle. Cette complémentarité n'est pas toujours formalisée. Elle est toujours formalisée dans le cadre de subventions entre les ONG locales et internationales ou avec des bailleurs de fonds qu'ils soient locaux ou internationaux. Mais les rapports ne sont pas formalisés avec les associations villageoises telles que les EPC et les groupements AVEC. Toutefois, elles sont fondées sur des habitudes de collaboration. Cette chaîne d'interdépendance, lorsqu'elle est bien structurée, produit une chaîne d'intervention cohérente allant de la mobilisation communautaire jusqu'à la reddition de comptes aux bailleurs. Les acteurs politiques et religieux occupent une place particulière dans le système relationnel local en raison de leur forte capacité de mobilisation et de leur légitimité communautaire. Les leaders religieux facilitent notamment les interventions des ONG dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la malnutrition, de la paix et de la cohésion sociale, grâce à leur proximité avec les populations à travers les lieux de culte. Ces espaces deviennent ainsi des cadres d'information, de sensibilisation et de persuasion. Toutefois, l'influence de certains leaders politiques ou religieux peut favoriser des logiques de clientélisme ou de récupération, fragilisant la durabilité des actions des ONG.

Enfin, les mairies et les services déconcentrés de l'État disposent d'une autonomie d'intervention, mettant directement en œuvre leurs actions à partir des documents de planification et par appels d'offres. Le recours aux ONG locales reste limité, avec seulement 7 % des cas de sous-traitance pour des actions communautaires. À l'inverse, 94 % des ONG locales impliquent les mairies et services déconcentrés dans des comités de pilotage, même si ces cadres restent peu institutionnalisés. Ainsi, les interactions demeurent faibles et reposent davantage sur la bonne volonté des acteurs que sur des dispositifs formels et durables. La figure 2 ci-dessous traduit sous forme schématisée les interactions entre ces différents acteurs.

Figure 2 : Illustration des interactions entre les acteurs



Source : données de terrain, 2025.

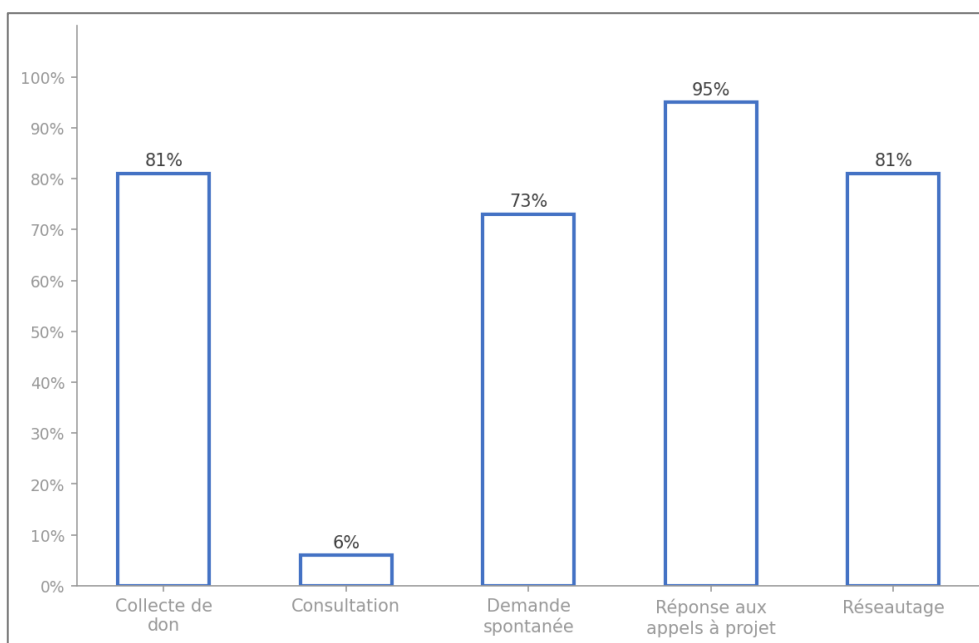
## 2.4. Stratégies de mobilisation des ressources financières

Les stratégies développées pour mobiliser les ressources financières diffèrent d'une catégorie d'acteurs à une autre. Dans cette sous-section, les résultats issus des entretiens sur les stratégies de mobilisation sont présentés par catégories d'acteurs.

### 2.4.1. Approches de mobilisation de ressources par les ONG et fondations locales

Les entretiens révèlent qu'au niveau des ONG et des fondations locales, la mobilisation des ressources financières repose sur cinq approches principales définies dans la figure 3 ci-dessous.

**Figure 3 : Approches de mobilisation des fonds par les ONG et fondations locales**



Source : données de terrain, 2025.

Selon leur importance relative pour les acteurs interrogés, la réponse aux appels à projets arrive en première position (94,59 %). Viennent ensuite la collecte de dons et le réseautage, chacun représentant une proportion de 81,08 %. La collecte de dons s'appuie sur la solidarité locale et les formes émergentes de philanthropie locale. Les demandes spontanées représentent 72,97 %. Cette pratique consiste à solliciter directement des institutions, partenaires ou mécènes en dehors de tout appel à projets. Bien qu'elle soit moins structurée et souvent incertaine, elle permet de proposer des initiatives innovantes ou de répondre rapidement à des besoins urgents, offrant ainsi une certaine flexibilité dans la mobilisation de ressources. Enfin, la consultation, représentant 5,41 % des stratégies mobilisées, renvoie au processus par lequel les bailleurs ou donateurs prennent directement l'initiative de contacter certaines organisations.

Pour ce faire, les ONG et fondations locales utilisent majoritairement un personnel disponible en leur sein (80 %), puis une équipe dédiée (18 %) et enfin une expertise externe (2 %). Dans les cas où un personnel est mis en place, celui-ci prend la responsabilité de la viabilité financière de l'organisation. À ce titre, il joue le principal rôle sur la chaîne de la mobilisation de ressources. Son rôle se situe à trois niveaux : l'identification des opportunités de financement, le montage de dossier de subvention et le suivi-évaluation du projet. Ainsi, très souvent, le personnel dédié est le responsable de suivi-évaluation. La recherche de financement devient alors un rôle secondaire pour cet acteur. Les chargés de projet et de programme ont un rôle de soutien dans la proposition ou la rédaction de la note de projet. Ils sont mobilisés pour les activités de collecte de données complémentaires visant à documenter la proposition. La présence du responsable des finances est observée à la seule étape de préparation du budget du projet. Il participe essentiellement à la rédaction de la partie financière de la proposition de projet, incluant le budget prévisionnel, le plan de trésorerie et les justifications budgétaires. Les structures qui exploitent une équipe dédiée sont généralement les ONG et fondations de moyenne et grande taille. Cependant, la direction exécutive ou la coordination générale reste le principal responsable de la mobilisation des ressources. Elle est chargée de valider les projets que développe l'équipe dédiée puis assure leur soumission aux bailleurs.

#### ***2.4.2. Mobilisation des ressources financières par les associations villageoises, groupements agricoles et coopératives villageoises***

La mobilisation des ressources financières par les associations villageoises repose sur un principe de solidarité partagée et varie en fonction du type d'association. Les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et les groupements féminins de solidarité et de financement autogéré de type Épargne pour le changement fonctionnent sur la base de cotisations régulières sous forme d'épargne. Les cotisations de solidarité varient entre 100 FCFA et 500 FCFA. Les épargnes collectées sont autogérées sur une période de 12 mois, créant un cycle d'accumulation et de redistribution des ressources au sein de la communauté. Durant cette période, les membres des associations peuvent bénéficier de crédits pour financer leurs activités génératrices de revenus auprès de l'association. Le système impose toutefois une discipline de remboursement : les échéances ne doivent pas excéder le nombre de mois restant avant la clôture de l'année, garantissant ainsi la liquidité du fonds commun et l'équité entre les membres.

Ces espaces disposent également d'un mécanisme complémentaire essentiel : la caisse de solidarité. Cette caisse est alimentée par une contribution modeste mais régulière des membres, généralement fixée à environ 150 FCFA par mois et par membre. Ces ressources sont destinées à financer ou contribuer à la réalisation d'ouvrages communautaires, à répondre à des besoins collectifs ou à soutenir les

membres de l'association confrontés à des difficultés particulières (maladie, décès, événements sociaux). Pour un effectif moyen de 21 personnes par association, les capacités de mobilisation demeurent modestes. Les montants oscillent entre 18 000 FCFA et 57 200 FCFA par an, avec une moyenne de 31 500 FCFA par an. Cette capacité financière limitée reflète les réalités économiques des zones rurales et des populations à faible revenu qui composent ces associations.

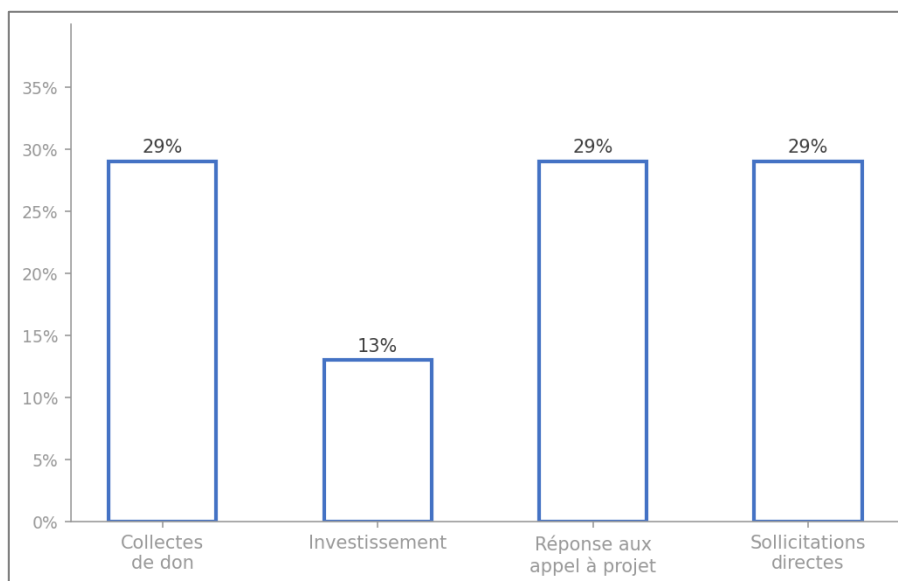
Cependant, ces fonds sont utilisés de manière stratégique pour résoudre des problèmes ponctuels mais d'une grande utilité communautaire. Ces interventions, bien que ciblées, génèrent un impact social et économique considérable au niveau local. Parmi les réalisations concrètes financées par ces caisses de solidarité, on peut citer entre autres l'aménagement ou la réhabilitation de puits pour améliorer l'accès à l'eau, la fourniture de protéines (poisson, viande, œufs) dans les cantines scolaires, l'aménagement de places publiques ou de centres communautaires.

Des comités de gestion sont souvent mis en place pour assurer la gestion quotidienne, la transparence financière et le bon fonctionnement des activités. Leur composition fait en moyenne cinq personnes avec : un(e) président(e) qui assure la coordination générale et la représentation de l'association, un(e) vice-président(e) qui appuie le ou la président(e) et le remplace en cas d'absence, un(e) secrétaire chargé(e) de la tenue des registres, de la documentation des réunions et de la gestion administrative, un(e) trésorier(ère) responsable du suivi des finances et enfin un(e) caissier(ère) qui assure la garde physique des fonds.

D'autres stratégies complémentaires de mobilisation de ressources financières incluent les cotisations de solidarité régulières des membres des associations et le recours aux solidarités élargies par la mobilisation des réseaux personnels et communautaires. Au-delà du cercle familial immédiat, ils font également appel à d'autres personnes dans la communauté dont ils estiment qu'elles sont en capacité de les accompagner. Cette stratégie de mobilisation en cascade partant des cotisations internes vers les activités génératrices de revenus collectives, puis vers les solidarités élargies, témoigne de la résilience et de la détermination des associations villageoises à concrétiser leurs projets de développement communautaire.

#### ***2.4.3. Mobilisation des ressources financières par les ONG internationales au profit du développement rural***

La mobilisation des fonds par les ONG et autres organismes internationaux repose sur quatre approches distinctes et parfois adoptées de façon complémentaire. La figure 4 ci-dessous rapporte les tendances.

**Figure 4 : Approches de mobilisation par les ONG et organisations internationales**

Source : données de terrain, 2025.

Les résultats montrent que les ONG et fondations internationales opérant dans le Nord du Bénin présentent une configuration relativement équilibrée (respectivement 29 %) entre la collecte des dons, la réponse aux appels à projet et les sollicitations directes pour mobiliser les ressources financières. Seuls les investissements sont évoqués par 13 % des personnes interviewées. Cette situation suggère une adaptation stratégique de ces organisations aux exigences du contexte institutionnel et aux opportunités de financement disponibles dans la zone d'intervention.

En outre, les résultats indiquent que pour 57 % des répondants au sein des structures parcourues, le personnel mobilisé est qualifié. Il implique plusieurs acteurs : le coordonnateur représente l'organisation et mène les négociations stratégiques avec les bailleurs, le responsable Suivi-Évaluation fournit les données factuelles indispensables pour crédibiliser les propositions, le responsable des finances garantit la rigueur budgétaire et rassure les partenaires sur la gestion des fonds. Cette configuration fonctionne parce que chaque acteur mobilise des compétences acquises dans son domaine d'intervention principal et les transpose dans le processus de recherche de financement. La qualification est donc perçue comme le résultat d'une combinaison de compétences sectorielles plutôt que d'une expertise spécialisée en fundraising.

Pour les 43 % des personnes qui contestent la qualification du personnel, des limites structurelles sont évoquées pour justifier leur position. La première concerne l'inadéquation des formations reçues et le manque de capacités solides spécifiquement orientées vers la mobilisation de ressources. En effet, il ressort que

73 % du personnel chargé de la mobilisation de ressources ont le niveau Master (soit Baccalauréat + 5). Les titulaires de licence représentent 13 % de l'effectif tandis que ceux ayant le niveau Doctorat et la Maîtrise occupent respectivement chacun 7 %. Le diplôme de master se trouve être ainsi un indicateur de compétence dans un contexte où les certifications spécialisées en mobilisation de ressources demeurent rares. Ce choix suggère une reconnaissance implicite de la complexité technique qu'impose la négociation avec les bailleurs.

Un autre argument évoqué est celui de la nature stratégique de la mobilisation de ressources. Les répondants insistent sur le fait que cette fonction nécessite le développement de stratégies spécifiques et requiert des compétences professionnelles distinctes. Ce qui corrobore les tendances sur les compétences spécifiques des acteurs en matière de mobilisation. La dernière limite abonde dans le sens de la disponibilité temporelle. Les répondants soulignent que le temps matériel pour s'occuper efficacement de la mobilisation de ressources manque cruellement ; les personnels devant simultanément assurer la gestion courante de l'organisation.

### **3. Discussion**

Au regard des résultats de cette recherche, trois principaux axes de discussion se dégagent.

D'abord, les résultats révèlent une prédominance des ONG locales, des groupements agricoles et des associations villageoises dans les dynamiques de développement rural au Nord Bénin. Cette forte présence traduit leur ancrage territorial et leur proximité avec les réalités locales. En effet, les ONG locales développent des interventions contextualisées, tandis que les groupements de producteurs et les associations villageoises s'efforcent de s'approprier des mécanismes endogènes de mobilisation des ressources financières en soutien aux initiatives locales de développement. L'exemple du franc coton à Banikoara en constitue une illustration pertinente. Dans une perspective d'analyse stratégique, cette dynamique peut être interprétée comme une capacité des acteurs locaux à investir des zones d'incertitude en mobilisant des ressources spécifiques (connaissance du milieu, légitimité sociale, réseaux locaux), leur conférant ainsi un pouvoir relatif dans le système d'action. Ces résultats rejoignent ceux de M. Gibigaye (2019), pour qui les innovations locales et les structures communautaires renforcent la résilience et la gouvernance territoriale. De même, B. Muller (2017) souligne que ces initiatives peuvent contribuer au renforcement des politiques locales de sécurité alimentaire.

Ensuite, les résultats mettent en évidence une division du travail entre les acteurs, traduisant une structuration du système d'action à plusieurs niveaux. Cette organisation reflète des logiques d'interdépendance caractéristiques de l'approche de M. Crozier et E. Friedberg (1977), où chaque acteur développe des stratégies en

fonction de ses ressources et de sa position dans le système. Ainsi, les ONG locales assurent principalement des fonctions de facilitation et de coordination, tandis que les ONG internationales interviennent davantage dans la mobilisation des ressources financières et l'introduction d'innovations. Les associations et groupements adoptent des approches inclusives de mobilisation, bien que leurs capacités financières demeurent limitées pour soutenir des projets d'envergure. Le secteur privé contribue à travers l'offre de crédits, participant ainsi à la structuration du champ d'action économique local. L'État central et les collectivités territoriales, quant à eux, interviennent dans la régulation institutionnelle et la fourniture d'infrastructures sociocommunitaires de base. Toutefois, l'imbrication des compétences entre ces niveaux institutionnels génère des interférences qui traduisent des tensions dans le système d'action. Dans la logique de l'analyse stratégique, ces tensions peuvent être interprétées comme des luttes de pouvoir autour du contrôle des ressources et des zones d'incertitude institutionnelles. Ce constat corrobore les travaux de A. Korn (2023), qui met en évidence, dans le contexte malien, un affaiblissement de la légitimité des collectivités locales du fait de l'emprise de l'État central. Par ailleurs, ces résultats confirment l'importance des approches inclusives dans la gouvernance des ressources, notamment dans un contexte marqué par les variabilités climatiques (R. Lalou, 2018).

Enfin, les résultats mettent en évidence une diversité des stratégies de mobilisation des ressources financières, révélatrice des marges de manœuvre différenciées des acteurs. Les ONG locales recourent principalement aux appels à projets, ce qui les place dans une situation de dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Les ONG internationales s'inscrivent dans des mécanismes de mobilisation plus structurés, tout en restant également dépendantes des bailleurs internationaux. Les groupements agricoles et les associations villageoises privilégient des mécanismes de solidarité locale, à fort impact social mais à faible capacité financière. Ces pratiques traduisent une appropriation locale des règles du jeu et une tentative de réduction des incertitudes liées à l'accès aux ressources. Dans cette perspective, les stratégies observées peuvent être analysées comme des réponses adaptatives des acteurs face aux contraintes du système, confirmant l'idée selon laquelle les acteurs ne subissent pas passivement les structures, mais les utilisent et les transforment selon leurs intérêts (M. Crozier et E. Friedberg, 1977). Ces résultats rejoignent les travaux de M. Djiré et A. Keita (2015, p. 1-8) ainsi que ceux de F. Giraut (2015, p. 10-25), qui soulignent la nécessité d'intégrer les pratiques locales dans les dispositifs de mobilisation et de gestion des ressources pour un développement rural plus efficace et durable.

## **Conclusion**

Cette recherche a mis en lumière la dynamique des acteurs autour du développement rural au Nord Bénin. Elle montre que les mouvements observés

reposent sur une intermédiation plurielle où les acteurs locaux, notamment les ONG nationales, les coopératives agricoles et les associations villageoises, occupent une position centrale grâce à leur ancrage territorial et leur légitimité sociale. La complémentarité des rôles entre les acteurs, les communautés locales et le secteur privé révèle l'émergence d'une gouvernance multi-acteurs, encore marquée par des défis de coordination et de lisibilité institutionnelle. Par ailleurs, la diversité des mécanismes de mobilisation financière souligne à la fois la résilience des initiatives locales et les inégalités de capacités entre organisations. Ces résultats plaident pour un renforcement des synergies entre acteurs, un appui accru aux dispositifs de financement endogènes et une clarification des responsabilités institutionnelles afin de consolider un développement rural durable et inclusif.

### Références bibliographiques

- BIERSCHENK Thomas et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1993, « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, n° 5, p. 71-99.
- BLIN Thierry, 2005, « Ressources, stratégies et régulation d'un espace collectif : le cas des "Réfugiés" de Saint-Ambroise », *L'Année sociologique*, vol. 55, n° 1, p. 171-196.
- CAZABAT Christelle, 2016, « Les stratégies de renforcement des organisations de la société civile en Afrique subsaharienne, nouvel éléphant blanc de l'aide au développement ? L'exemple du Cameroun », *Mondes en Développement*, vol. 44, n° 173, p. 79-91.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.
- DJIRÉ Moussa et KEITA Amadou, 2015, « Pratiques locales et processus de décentralisation dans la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest », *FAO*, p. 1-8.
- GIBIGAYE Mohamed, 2019, *Innovations rurales et dynamiques communautaires en Afrique de l'Ouest*, Paris, IRD Éditions.
- GIRAUT Frédéric, 2015, « Territorial development and local governance in Sub-Saharan Africa », University of Geneva, p. 10-25.
- KONÉ Ousmane, 2021, « "Société Civile" : analyse d'un concept clé de la sociologie du développement », *Les Cahiers de l'ACAREF*, vol. 3, n° 7, p. 193-208.
- KORN Andrew, 2023, *Decentralization, development, and conflict in Central Mali: examining the role of local governance*, thèse de doctorat, Syracuse University.
- KOSMOWSKI Frédéric, 2020, *Population, environment, and local development policies in West Africa*, Marseille, IRD.
- LALOU Richard, 2018, *Vulnérabilités climatiques et gouvernance territoriale en Afrique subsaharienne*, Marseille, IRD.
- LAWANI Ayémi A., 2015, *Les intermédiaires en développement en Afrique subsaharienne : analyse comparative de Cotonou et de Lomé*, thèse de doctorat en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 246 p.

- LEWIS David, 2008, « Using life histories in social policy research: the case of third sector / public sector boundary crossing », *Journal of Social Policy*, vol. 37, n° 4, p. 559-578.
- LONG Norman, 2001, *Development sociology: actor perspectives*, Londres, Routledge, p. 69-108.
- MAEP, 2017, *Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) 2025 et Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle PNIASAN 2017-2021*, Cotonou, CEDEAO et NEPAD.
- MULLER Bettina, 2017, *Agricultural adaptation and territorial development in the Sahel*, Paris, CIRAD.
- ROZENFELD Gabriela Cecylia et SCAPENS Robert William, 2021, « Forming mixed-type inter-organisational relationships in Sub-Saharan Africa: the role of institutional logics, social identities and institutionally embedded agency », *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 78, p. 102232-102258.
- SIBONY Denis, 2016, « La société civile : deux perspectives d'analyse », *Sciences et Actions Sociales*, n° 4, p. 1-18.
- SUSANNAH Pickering-Saqqa, 2023, *Researching development NGOs: global and grassroots perspectives*, Den Haag, Routledge / Taylor & Francis.
- THÉRIEN Jean-Philippe, 2001, « Un demi-siècle d'aide au développement », *Politique et Sociétés*, vol. 20, n° 1, p. 37-65.
- VALLEJO Bertha, OYELARAN-OYEYINKA Banji, OZOR Nicholas et BOLO Maurice, 2019, « Open innovation and innovation intermediaries in Sub-Saharan Africa », *Sustainability*, vol. 11, n° 2, art. 392.